

Numéros des résolutions	Titres	Points de l'ordre du jour	Dates d'adoption	Pages
	F. Embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud (A/42/L.31 et Add.1)	33	20 novembre 1987	45
	G. Action internationale concertée en vue de l'élimination de l'apartheid (A/42/L.32 et Add.1)	33	20 novembre 1987	46
	H. Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud (A/42/L.36 et Add.1)	33	20 novembre 1987	48
42/24	Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (A/42/L.37)	40	27 novembre 1987	48
42/66	Question de Palestine			
	Résolution A (A/42/L.33 et Add.1)	38	2 décembre 1987	49
	Résolution B (A/42/L.34 et Add.1)	38	2 décembre 1987	50
	Résolution C (A/42/L.35 et Add.1)	38	2 décembre 1987	50
	Résolution D (A/42/L.40 et Add.1)	38	2 décembre 1987	50
42/71	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/42/L.38 et Add.1)	18	4 décembre 1987	51
42/72	Diffusion d'informations sur la décolonisation (A/42/L.39 et Add.1)	18	4 décembre 1987	53
42/163	Situation économique critique en Afrique: Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 (A/42/L.11/Rev.1 et Rev.1/Add.1)	21	8 décembre 1987	54
42/209	La situation au Moyen-Orient			
	Résolution A (A/42/L.41/Rev.1 et Rev.1/Add.1)	39	11 décembre 1987	55
	Résolution B (A/42/L.42 et Add.1)	39	11 décembre 1987	56
	Résolution C (A/42/L.43 et Add.1)	39	11 décembre 1987	57
	Résolution D (A/42/L.44 et Add.1)	39	11 décembre 1987	58

42/1. La situation en Amérique centrale: menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix

L'Assemblée générale,

Rappelant les résolutions du Conseil de sécurité 530 (1983) du 19 mai 1983 et 562 (1985) du 10 mai 1985, ses propres résolutions 38/10 du 11 novembre 1983, 39/4 du 26 octobre 1984 et 41/37 du 18 novembre 1986 et l'initiative prise le 18 novembre 1986 par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général présenté en application de la résolution 41/37 de l'Assemblée générale²,

Soulignant les efforts inspirés et inlassables du Groupe de Contadora et de son Groupe d'appui en faveur de la paix en Amérique centrale et leur contribution décisive à cette cause,

Convaincue que les peuples d'Amérique centrale souhaitent assurer la paix, la réconciliation, le développement et la justice sans ingérence extérieure, de par leur propre décision et conformément à leur histoire, et sans sacrifier les principes de libre détermination et de non-intervention,

Consciente du fait que l'accord signé le 7 août 1987 à Guatemala par les Présidents des Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua³ découle de la décision prise par les Centraméricains de relever le défi historique de forger un avenir de paix pour l'Amérique centrale,

Consciente également de leur volonté politique de régler leurs divergences par le dialogue et la négociation, dans le respect des intérêts légitimes de tous les Etats, en prenant des engagements à exécuter de bonne foi par l'application

vérifiable de mesures tendant à assurer la paix, la démocratie, la sécurité, la coopération et le respect des droits de l'homme,

Notant avec satisfaction la création à Caracas le 22 août 1987 de la Commission internationale de vérification et de suivi prévue dans l'accord conclu entre les gouvernements des pays d'Amérique centrale, et qui compte comme membres, outre ces pays, ceux du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui ainsi que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains,

Constatant avec une vive préoccupation qu'il faut améliorer les conditions de vie des peuples d'Amérique centrale,

1. Loue la volonté de paix que les présidents des pays d'Amérique centrale ont manifestée en signant le 7 août 1987, à Guatemala, l'accord sur le « Processus à suivre pour instaurer une paix stable et durable en Amérique centrale »³;

2. Exprime son plus ferme soutien audit accord;

3. Exhorte les présidents à poursuivre leurs efforts pour instaurer une paix stable et durable en Amérique centrale et demande à la communauté internationale de leur donner son plein appui;

4. Sait gré au Secrétaire général d'avoir, à l'invitation des pays d'Amérique centrale, accepté de faire partie de la Commission internationale de vérification et de suivi et souligne l'importance de l'initiative qu'il a prise le 18 novembre 1986 avec le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains;

5. Demande au Secrétaire général de fournir le plus large appui possible aux gouvernements d'Amérique centrale dans leurs efforts de paix, notamment en accordant l'aide qui lui sera demandée en vue du bon fonctionnement des mécanismes de vérification et de suivi des engagements pris, qui ont été prévus dans l'accord signé à Guatemala;

6. Prie instamment la communauté internationale d'accroître son assistance technique, économique et financière aux pays d'Amérique centrale et demande au Secrétaire général de travailler à un plan spécial de coopération pour l'Amérique centrale

² A/42/127-S/18686. Pour le texte imprimé, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-deuxième année, Supplément de janvier, février et mars 1987*, document S/18686.

³ A/42/521-S/19085, annexe. Pour le texte imprimé, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-deuxième année, Supplément de juillet, août et septembre 1987*, document S/19085, annexe

7. *Demande* au Secrétaire général de tenir l'Assemblée générale informée de l'application de la présente résolution;

8. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-troisième session la question intitulée « La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix ».

28^e séance plénière
7 octobre 1987

42/2. Pouvoirs des représentants à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale

A

L'Assemblée générale

Approuve le premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs⁴.

36^e séance plénière
13 octobre 1987

B

L'Assemblée générale

Approuve le deuxième rapport de la Commission de vérification des pouvoirs⁵.

96^e séance plénière
11 décembre 1987

42/3. La situation au Kampuchea

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 34/22 du 14 novembre 1979, 35/6 du 22 octobre 1980, 36/5 du 21 octobre 1981, 37/6 du 28 octobre 1982, 38/3 du 27 octobre 1983, 39/5 du 30 octobre 1984, 40/7 du 5 novembre 1985 et 41/6 du 21 octobre 1986,

Rappelant en outre la Déclaration sur le Kampuchea⁶ et la résolution 1 (I)⁷ adoptées par la Conférence internationale sur le Kampuchea, qui constituent le cadre de négociation d'un règlement politique d'ensemble du problème kampuchéen,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 41/6 de l'Assemblée générale⁸,

Déplorant que l'intervention armée et l'occupation étrangères se poursuivent et que les forces étrangères n'aient pas été retirées du Kampuchea, de sorte que les hostilités continuent dans le pays et que la paix et la sécurité internationales se trouvent gravement menacées,

Notant la lutte continue et efficace menée contre l'occupation étrangère par la coalition avec Samdech Norodom Sihanouk comme Président du Kampuchea démocratique,

Prenant note de la décision 1987/155 du Conseil économique et social, en date du 29 mai 1987, relative au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à son application

aux peuples assujettis à une domination coloniale ou étrangère ou à l'occupation étrangère,

Fortement troublée par le fait que la poursuite des combats au Kampuchea et l'instabilité qui persiste dans ce pays ont obligé à nouveau de nombreux Kampuchéens, en quête de nourriture et de sécurité, à fuir jusqu'à la frontière thaïlandaise,

Constatant que l'assistance accordée par la communauté internationale a continué d'avoir pour effet de réduire les pénuries alimentaires et les problèmes de santé dont souffre le peuple kampuchéen,

Soulignant que les Kampuchéens qui ont cherché refuge dans des pays voisins ont le droit inaliénable de retourner en toute sécurité dans leur patrie,

Soulignant en outre qu'aucune solution effective des problèmes humanitaires n'est possible sans un règlement politique d'ensemble du conflit kampuchéen,

Vivement préoccupée par les informations selon lesquelles des changements démographiques sont imposés au Kampuchea par les forces d'occupation étrangères,

Convaincue que, pour instaurer une paix durable en Asie du Sud-Est et réduire la menace qui s'exerce sur la paix et la sécurité internationales, la communauté internationale doit trouver d'urgence une solution politique d'ensemble au problème kampuchéen, qui assure le retrait de toutes les forces étrangères et le respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale, de la neutralité et du non-alignement du Kampuchea, ainsi que du droit du peuple kampuchéen à l'autodétermination sans aucune ingérence extérieure,

Exprimant de nouveau sa conviction que, après le règlement politique d'ensemble de la question kampuchéenne par des moyens pacifiques, les Etats de la région de l'Asie du Sud-Est pourront poursuivre leurs efforts tendant à établir une zone de paix, de liberté et de neutralité en Asie du Sud-Est afin d'atténuer les tensions internationales et d'instaurer une paix durable dans la région,

Réaffirmant qu'il faut que tous les Etats se conforment strictement aux principes de la Charte des Nations Unies, qui préconisent le respect de l'indépendance nationale, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les Etats, la non-intervention et la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force et le règlement pacifique des différends,

1. *Réaffirme* ses résolutions 34/22, 35/6, 36/5, 37/6, 38/3, 39/5, 40/7 et 41/6 et demande qu'elles soient appliquées intégralement;

2. *Exprime de nouveau sa conviction* que le retrait de toutes les forces étrangères du Kampuchea, le rétablissement et la préservation de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ce pays, le droit du peuple kampuchéen de décider de son sort et l'engagement de la part de tous les Etats de ne pas s'ingérer et de ne pas intervenir dans les affaires intérieures du Kampuchea sont les principaux facteurs de tout règlement juste et durable du problème kampuchéen;

3. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Comité spécial de la Conférence internationale sur le Kampuchea concernant ses activités en 1986-1987⁹ et demande au Comité de poursuivre ses travaux en attendant que la Conférence soit reconvoquée;

4. *Autorise* le Comité spécial à se réunir quand il le faudra et à s'acquitter des tâches que lui confie son mandat;

⁴ A/42/630.

⁵ A/42/630/Add.1.

⁶ *Rapport de la Conférence internationale sur le Kampuchea*. New York, 13-17 juillet 1981 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.81.I.20), annexe I.

⁷ *Ibid.*, annexe II.

⁸ A/42/608.

⁹ A/CONF.109/12.